



# Précarité : mobilisation en demi-teinte des étudiants

## Plusieurs centaines d'étudiants se sont rassemblés, mardi, dans une quinzaine de villes

**C'**est une mobilisation qui servait aussi de coup d'essai, à un moment où l'on se compte pour jauger des forces en présence. Au regard des chiffres de la journée nationale dans les universités, mardi 26 novembre, le résultat est en demi-teinte : plusieurs centaines d'étudiants se sont rassemblés dans une quinzaine de villes.

Plus de deux semaines après la tentative de suicide d'Anas K., étudiant lyonnais qui a dénoncé ses difficultés financières avant de s'immoler par le feu, le 8 novembre, une large intersyndicale, unissant les principales organisations étudiantes (FAGE, UNEF, Solidaires étudiant-e-s...) appelait à cette mobilisation. Au cœur de ses revendications : des mesures contre la précarité étudiante, dont l'augmentation des bourses étudiantes d'« au minimum 20 % ». « C'était une première étape, soutient Mélanie Luce de l'UNEF, l'objectif est de faire grossir la mobilisation. » « C'est ce qu'on attendait, on n'avait pas prévu d'actions de masse, poursuit Orlane François, à la tête de la FAGE. Il y a eu beaucoup d'actions de sensibilisation sur les campus, pour mettre de la visibilité sur la précarité étudiante, on va continuer. » Plusieurs manifestations

### et « gilet jaune » distribue des tracts pour inciter les étudiants à « rejoindre la lutte, le 5 »

ont eu lieu en direction des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (Crous).

À Lyon, qui a réuni le plus gros cortège, ils étaient 900, selon la préfecture. Les campus de l'université Lyon-II ont été fermés pour la journée en raison des blocages ; celui du Tertre, à Nantes, a également vu des bâtiments bloqués en début de journée. Les manifestations de Rennes, de Grenoble ou encore de Lille ont rassemblé chacune deux cents personnes, selon des journalistes de l'Agence France-press, quand des opérations « resto U gratuit » se sont déroulées à Rennes notamment.

Sur le site de Tolbiac (université Panthéon-Sorbonne), à Paris, quatre cents étudiants se sont réunis en assemblée générale, d'après les organisateurs. « Cette AG, c'est important, c'est le début de la mobilisation », espère Mathieu, en deuxième année d'histoire. Pour le jeune homme, la précarité parle à tous, derrière l'acte dramatique « extrêmement triste et politique » de cet étudiant lyonnais – actuellement dans un état stationnaire dans un service de grands brûlés. Lui n'a pas en-

core reçu sa bourse de 100 euros par mois depuis la rentrée. « Elle doit me permettre de travailler un peu moins à côté de la fac, rapporte-t-il. Mais je ne suis pas le plus à plaindre, j'ai la chance d'être chez mes parents. »

### « Accentuer la pression »

Pour lui, la participation des étudiants à la grève du 5 décembre est une évidence. « C'est un tout, la politique du gouvernement », dit le jeune homme. Une enseignante et « gilet jaune » distribue des tracts, à l'entrée, pour encourager les étudiants à « rejoindre la lutte, le 5 ». « On fait grève pour vous », répète-t-elle.

Les trois cents personnes réunies dans un amphithéâtre à l'université Paris-VIII (Vincennes - Saint-Denis), selon les syndicats, n'ont pas seulement voté pour un « revenu étudiant » et pour le « retrait » des grandes réformes éducatives du quinquennat, elles ont également appelé à rejoindre le mouvement contre la réforme des retraites.

« Accentuer la pression sur le gouvernement d'ici au 5 décembre », c'est ce à quoi appelle l'intersyndicale étudiante. Mais les syndicats ne sont pas tous sur la même ligne pour cette journée contre la réforme des retraites : la FAGE, première organisation étudiante, n'appelle pas à y participer, contrairement à l'UNEF ou à Solidaires étudiant-e-s. ■

CAMILLE STROMBONI

### Une enseignante